

EXTRAIT
du registre des arrêtés du maire

Nous, maire de la ville de Digne-les-Bains,

VU le code général des collectivités territoriales

VU le code de la route,

VU le règlement municipal de voirie approuvé par délibération du conseil municipal N°30 en date du 25 juin 2015,

VU l'arrêté municipal N° 23-1112

VU la demande en date du 19 Avril 2024 formulée par l'entreprise **COZZI Les Scaffarels BP 60 04240 ANNOT**.

CONSIDÉRANT que pour permettre d'effectuer la reconstruction d'un pont, il est nécessaire de prolonger l'arrête municipal N°23-1112

Services techniques municipaux

TEMPORAIRE
N °24- **395**
(FS/SC/SB/MM)

OBJET : Réglementation de la circulation et du stationnement : **RD 900 A**

ARRÊTONS

Article 1 : L'arrêté municipal N° 23-1112 est prolongé jusqu'au du **Mardi 31 Décembre 2024**. Il devra impérativement être affiché sur les lieux des travaux.

Article 2 : La circulation routière **RD 900 A, du PR 1+700 au PR 2+200** sera maintenue par alternat réglée par des feux tricolores 24/24 et 7/7. Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier. Le périmètre du chantier devra être matérialisé et sécurisé conformément aux normes en vigueur. La circulation et l'accès riverains sera impérativement maintenue. La circulation piétonne sera impérativement maintenue et sécurisé.

Article 3 : L'entreprise est autorisée à transformer la rue de l'artisanat en impasse le temps des travaux. La signalisation sera à la charge de l'entreprise. Elle sera donc sans issue et barrée au niveau du 22 rue de l'artisanat. Une signalisation adaptée devra être installée

Article 4 : Le revêtement de la chaussée et trottoir impacté par les travaux, sera remis à l'identique à la fin des travaux selon le règlement de voirie.

La signalisation appropriée tant avancée que de position est de la responsabilité de la collectivité chargée des travaux. Elle devra être adaptée au chantier et déposée par la collectivité dès qu'elle n'aura plus d'utilité.

Article 5 : L'accès aux riverains sera maintenu pendant toute la durée du chantier.

Article 6 : Sur simple demande des services de secours, la collectivité devra déplacer les matériels mis en place pour laisser le passage immédiat.

Article 7 : Le présent arrêté annule et remplace, pendant toute sa durée de validité toutes les dispositions antérieures qui seraient contraire au présent arrêté.

Article 8 : La collectivité prendra toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de l'entrepreneur. En cas de manquement nécessitant l'intervention des services techniques municipaux ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise responsable des travaux.

Article 9 : La collectivité sera responsable tant vis à vis des tiers que de la ville de Digne-les-Bains des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'existence de ce chantier.

Article 10 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Le directeur général des services de la ville de Digne-les-Bains, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au pétitionnaire et publié dans les formes prescrites.

- recours gracieux auprès de Mme le Maire de la commune de Digne-les-Bains. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca 13235 MARSEILLE cédex 2.

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Pour le Maire de Digne-les-Bains
L'Adjoint délégué

M.BLANC

